

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 octobre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2026 - (N° 1907)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS3

présenté par

Mme Runel, rapporteure, M. Guedj, M. Aviragnet, Mme Bellay, M. Califer, Mme Dombre Coste, Mme Froger, Mme Godard, M. Houlié, M. Simion, M. Philippe Brun, Mme Allemand, M. Baptiste, M. Barusseau, Mme Battistel, M. Baumel, M. Belhaddad, M. Benbrahim, M. Bouloux, Mme Capdevielle, M. Christophle, M. Courbon, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, Mme Diop, M. Dufau, M. Echaniz, M. Eskenazi, M. Faure, M. Fégné, M. Garot, M. Gokel, Mme Got, M. Emmanuel Grégoire, M. Hablot, Mme Hadizadeh, Mme Herouin-Léautey, Mme Céline Hervieu, M. Hollande, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Lhardit, Mme Mercier, M. Naillet, M. Oberti, Mme Pantel, M. Pena, Mme Pic, Mme Pirès Beaune, M. Potier, M. Pribetich, M. Proença, Mme Récalde, Mme Rossi, Mme Rouaux, M. Aurélien Rousseau, M. Roussel, M. Saint-Pasteur, Mme Santiago, M. Saulignac, M. Sother, Mme Thiébault-Martinez, Mme Thomin, M. Vallaud, M. Vicot et M. William

ARTICLE 21

Compléter l'alinéa 12 par la phrase suivante :

« Ladite rémunération complémentaire ne peut dépasser un ratio de 10 % des rémunérations versées au médecin. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés socialistes et apparentés vise à limiter la rémunération complémentaire versée aux jeunes médecins s'installant en déserts médicaux (dans le cadre du contrat de praticien territorial de médecine ambulatoire).

Si nous comprenons le principe d'aider des jeunes médecins à s'installer dans les déserts médicaux, nous tenons néanmoins à souligner que toutes les aides financières versées dans la lutte contre les déserts médicaux ont démontré leur inefficacité : selon la Cour des comptes, ces aides à l'installation ont des « *effets décevants* »[1].

Elles sont également coûteuses : 100 millions d'euros, toujours selon la Cour des comptes.

Dans un contexte budgétaire tendu, il convient donc de plafonner les aides que recevront les jeunes médecins s'installant en déserts médicaux.

À cet effet, nous proposons que ces aides ne puissent dépasser 10 % de la rémunération du médecin.

Tel est l'objet du présent amendement.

Plus largement, les socialistes rappellent leur principale proposition en matière de lutte contre les déserts médicaux : la régulation de l'installation des médecins, largement votée par l'Assemblée nationale au printemps dernier, à l'occasion de l'examen de la proposition de loi de notre collègue Guillaume Garot.

*

[1] Rapport public thématique, « L'organisation territoriale de premier recours », Cour des comptes, mai 2024.